



La quinzaine nordique

© DG Trésor

N° 117 du 8 juillet 2016

Danemark

Consommation. Le Bureau Danois des Statistiques indique que la consommation privée a progressé de +0,7 % au 1^{er} trimestre par rapport au trimestre précédent (soit un rythme annuel de près de +3 %). Ce dynamisme s'explique par la progression des salaires réels, la hausse des prix sur le marché de l'immobilier et la progression de l'emploi. Il existe néanmoins un décalage de tendance entre les ventes au détail, qui n'ont progressé que de +0,3 % au cours des deux dernières années, et la consommation privée (+4 % au cours de la même période).

Brexit. La banque centrale a procédé à l'achat de devises pour 24 MdsDKK en mai, un niveau deux fois supérieur à celui anticipé par les analystes (mais loin du record historique de plus de 100 MdsDKK atteint en janvier 2015), puis de 25,4 MdsDKK en juin, portant le total des réserves de change à 452,3 MdsDKK (près de 25 % du PIB). Le gouverneur de la Banque centrale danoise, Lars Rohde, déclarait suite à l'annonce des résultats du référendum sur le Brexit que « *si une pression des marchés devait se faire sentir la Banque centrale se tiendrait prête à faire le nécessaire pour maintenir le cours de la couronne avec l'euro. Nous avons les instruments dont nous avons besoin* ».

Mærsk Oil. L'entreprise danoise a annoncé avoir perdu la concession historique du champ offshore qatarien qu'elle exploitait depuis 25 ans. L'appel d'offre des Qataris, publié il y a un an, avait déjà modifié les conditions de concession, obligeant le concessionnaire à s'associer avec la compagnie nationale qatarienne QP, et limitant sa part à 30 %. La concession qatarienne représentait en effet environ 40 % des actifs pétroliers de Mærsk hors Danemark, et l'entreprise avait développé la rentabilité du champ pétrolier en 2015, avec une production d'environ 300.000 barils/jour. Mærsk Oil exploite aussi des concessions aux Etats-Unis et au Royaume-Uni, ainsi que, dans une moindre mesure, au Kazakhstan et en Algérie.

Finlande

Brexit. Lors d'une session extraordinaire au Parlement, le premier ministre Juha Sipilä a indiqué que le résultat du référendum britannique était une « grande déception » pour la Finlande et pour l'Union européenne. Alors que le président de la branche jeune du parti eurosceptique « les Vrais Finlandais » – parti membre de la coalition gouvernementale – a d'ores et déjà lancé une pétition d'initiative citoyenne pour appeler à un référendum sur une sortie de la Finlande de l'Union européenne, le premier ministre Juha Sipilä a assuré que son gouvernement ne proposera pas de référendum du même type en Finlande. Le poids du Royaume-Uni dans les exportations finlandaises est relativement limité (9^{ème} fournisseur et 6^{ème} client de la Finlande en 2015, soit environ 5 % des exportations), mais la Finlande serait directement touchée par un ralentissement de la croissance dans les autres pays de l'Union européenne. Dans une première estimation, Danske Bank avance que la sortie du Royaume-Uni de l'Union européenne pourrait coûter à la Finlande 0,4 pt de pourcentage de croissance dès 2016, ramenant la croissance à +0,8 % contre +1,2 % dans ses prévisions précédentes, puis 0,8 pt de pourcentage en 2017 (avec une croissance à +0,5 % contre +1,3 %).

Réforme. Le gouvernement a présenté le projet de loi sur la réforme du système de santé et des services sociaux qui devrait entrer en vigueur au 1^{er} juillet 2019. Le projet doit être finalisé pendant l'été, puis soumis à consultation jusqu'à la mi-octobre avant d'être présenté au Parlement. La dernière version du projet de réforme prévoit la création d'un nouvel échelon administratif, soit 18 régions dont l'exécutif sera élu. Le gouvernement s'est engagé à ce que la réforme n'augmente pas le poids des impôts, mais la baisse des impôts municipaux liée au transfert d'activités précédemment assurées par les municipalités vers les nouvelles régions devrait être compensée par des hausses de l'impôt sur le revenu. Le gouvernement espère parvenir à un objectif de 3 Mds€ d'économies d'ici 2029. Parallèlement, le ministère des Finances prépare depuis mai dernier une réforme régionale qui prévoit que le nouvel échelon créé absorbe de nouvelles compétences comme les services de recherche et de sauvetage, la santé environnementale, le développement régional ou encore la gestion du territoire.



La quinzaine nordique – 8 juillet 2016 © DG Trésor

Nucléaire. Fennovoima a finalement trouvé un accord avec Posiva pour la gestion du combustible usé du projet de centrale nucléaire de Hanhikivi. L'entreprise avait jusqu'à la fin du mois de juin pour présenter aux autorités une solution pour le stockage des déchets et ainsi éviter que l'autorisation de principe accordée pour la construction de la centrale ne soit invalidée. Posiva proposera donc son expertise pour la planification et le choix du site de stockage dans le cadre d'un accord de coopération sur les dix prochaines années.

Migrants. Le ministère de l'Economie et de l'Emploi et le fonds pour l'innovation Sitra ont présenté un programme qui vise à former 2000 réfugiés dans les trois prochaines années. Le projet, financé par des capitaux privés, permettra à des migrants d'avoir accès à des formations professionnelles, linguistiques et culturelles pour une meilleure insertion sur le marché du travail. Le projet est organisé en coopération avec les agences pour l'emploi TE.

Islande

Contrôles. Les Autorités islandaises ont achevé la 2^{ème} étape de leur stratégie de levée des contrôles de capitaux annoncée en juin 2015, avec la conclusion de l'enchère du 16 juin portant sur les ISK offshore. Les ISK offshore désignent des actifs liquides détenus par des créanciers non-résidents et bloqués en Islande par les contrôles de capitaux depuis fin 2008. Ils s'élevaient au printemps 2016 à 320 Mds ISK soit 15 % PIB ou 40 % des réserves de change de l'Islande. L'enchère du 16 juin n'a permis d'absorber qu'une partie du montant en jeu, mais la Banque centrale tire un bilan positif de l'opération, qui permet d'avancer vers la levée des contrôles. Dans son communiqué sur le résultat final des enchères pour les ISK offshore, la Banque centrale annonce ainsi la présentation d'une stratégie pour la libéralisation du compte de capital pour les résidents durant l'été et la présentation au Parlement des textes de loi nécessaires au cours de la session législative qui débutera en août 2016. Les fonds de pension bénéficient déjà aujourd'hui de dérogations qui leur permettent d'investir près de 40 Mds ISK à l'étranger, et la Banque centrale estime que le niveau de ses réserves de change lui laisse des marges de manœuvre pour faire davantage.

Norvège

Travailleurs détachés. Fin 2015, la Norvège comptait 77 431 personnes travaillant en Norvège pour moins de 6 mois. Ce chiffre regroupe les travailleurs transfrontaliers ainsi que les travailleurs détachés par un employeur étranger. Sur ces 77 431 personnes, 80 % sont des hommes, essentiellement dans le bâtiment, tandis que les femmes travaillent surtout dans les services (santé, hôtellerie, restauration). Pour la majorité âgés de 25 à 39 ans, ces travailleurs proviennent à 94 % de l'UE : 48 % d'Europe centrale et orientale (25 % de Pologne et 13 % de Lituanie), 37 % des pays nordiques (Suède en particulier pour les travailleurs transfrontaliers) et 9 % du reste de l'UE.

Brexit. Le Norvégien Torbjørn Jagland, secrétaire-général du Conseil de l'Europe et par ailleurs membre du Comité Nobel norvégien, est très critique sur le rôle des tabloïds britanniques dans le Brexit. Il affirme que les médias « créent » les informations au lieu d'informer sur la réalité des faits. Il rappelle que Boris Johnson, qui a mené la campagne pro-Brexit au sein du Parti conservateur, avait été licencié du magazine britannique « The Times » pour avoir falsifié une citation. Mais les tabloïds « The Telegraph », « The Sun » et d'autres ont selon lui pris le relais parce qu'ils se sont aperçus que ses articles étaient vendeurs.

Réfugiés. 1678 demandeurs d'asile sont arrivés en Norvège au cours des six 1^{ers} mois de 2016, soit le niveau le plus bas depuis 1997. C'est l'une des plus fortes baisses enregistrées en Europe. Alors que les autorités avaient augmenté considérablement les capacités dans les centres d'accueil depuis la « vague » de réfugiés qui les avait pris par surprise l'année dernière, 12 000 places sont aujourd'hui disponibles. Le gouvernement indique cependant vouloir maintenir la capacité au même niveau dans les mois à venir en raison de l'incertitude entourant les flux migratoires futurs.

Google. Google a annoncé le 30 juin s'être porté acquéreur de la totalité de la production sur 12 ans du parc éolien norvégien Tellnes, encore à l'état de projet. L'électricité achetée devrait permettre à Google de fournir, avec une empreinte carbone quasi nulle, l'un de ses centres de données, dont la consommation importante est de plus en plus critiquée. Le champ Tellnes devrait, selon les opérateurs norvégiens, être mis en route en 2017 et devenir à ce moment-là le plus grand champ éolien d'Europe du nord, avec une capacité de 160 Mégawatts.

Suède

Présence étrangère / française. Selon l'Agence suédoise chargée de l'analyse des politiques de croissance (Tillväxtanalys), agence publique sous tutelle du ministère suédois de l'Economie, 13 985 entreprises étrangères étaient implantées en Suède en 2015 (13 831 en 2014) employant au total 637 863 personnes (21 % des effectifs du secteur privé). Parmi les principaux pays employeurs figurent : les Etats-Unis (74 000 emplois) et l'Allemagne (73 000 emplois) puis les pays nordiques (Norvège 68 000 emplois, le Danemark 56 000 emplois et la Finlande 54 000 emplois). La



La quinzaine nordique – 8 juillet 2016 © DG Trésor

France occupait, pour sa part, le 7^{ème} rang (devant le Royaume-Uni et les Pays-Bas) avec 402 entreprises employant au total 44 203 personnes en 2015 (contre 406 entreprises employant 41 413 personnes en 2014), ce qui correspond à 7 % des emplois « étrangers ». 74% des emplois français concernent le secteur des services, ce qui est un chiffre élevé par rapport aux autres pays. Pour mémoire, le nombre d'entreprises françaises implantées en Suède se limitait à 223 en 2000, avec 35 213 employés.

Finances publiques. Selon l'Agence nationale de la dette (*Riksgälden*), les finances de l'Etat se redresseront considérablement en 2016 par rapport à 2015 en raison d'une conjoncture toujours favorable, mais aussi grâce à des effets temporaires (rabais sur la contribution au budget de l'UE, intérêts historiquement bas...). Ainsi, les finances de l'administration centrale afficheront, selon les dernières projections de la mi-juin, un solde positif de +41 MdsSEK en 2016 (-33 MdsSEK en 2015). Le niveau d'endettement de l'Etat passerait de 34 % du PIB en 2015 (1 403 MdsSEK) à 32 % en 2016 (1 376 MdsSEK).

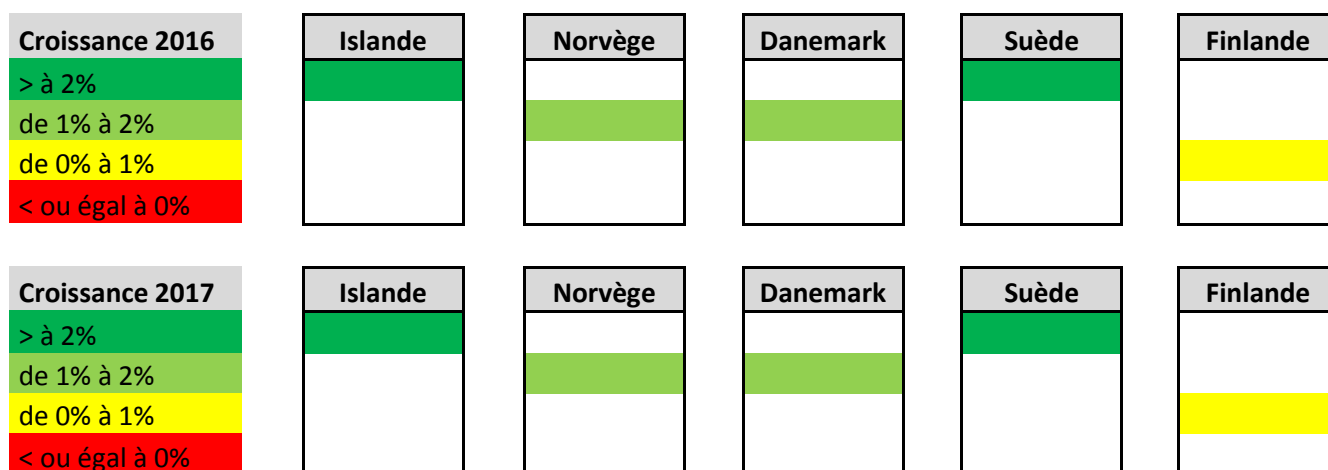
Parité. La part des femmes dans les Conseils d'administration de groupes cotés à la Bourse de Stockholm continue à progresser et dépasse ainsi pour la première fois la barre des 30 % (de 27,9 % en 2015 à 30,7 % en 2016). Parallèlement, la part des femmes dans les directoires des groupes est passée de 19,5 % en 2015 à 20,9 % en 2016. En revanche, seulement 5,2 % des directeurs généraux (4,5 % en 2015) et 6,3 % des Présidents des conseils d'administration (5,2 % en 2015) des entreprises cotées sont des femmes.

Prix immobiliers. La presse rapporte que l'entrée en vigueur des nouvelles règles d'amortissement sur les crédits hypothécaires au 1^{er} juin 2016 serait à l'origine d'une baisse des prix dans la capitale en mai (-2,7 % pour les appartements et -1,1 % pour les maisons), la plus importante en un mois depuis octobre 2008. Dans le même temps, l'Institut des statistiques SCB mesure toujours une hausse des prix : au rythme de +1 % par mois pour l'ensemble du pays depuis le début de l'année jusqu'au mois de juin inclus, et dans le cas du Grand Stockholm, une hausse de +3 % entre le 1^{er} et le 2^{ème} trimestre 2016, et de +16 % entre le 2^{ème} trimestre 2015 et le 2^{ème} trimestre 2016.

Volvo. La filiale Mack Defense de Volvo a remporté deux contrats d'une valeur totale de 5 MdsSEK (soit environ 53 M€) pour la livraison prévue l'année prochaine de 1 500 poids lourds à l'armée canadienne. Ces poids lourds seront des modèles Kerax 8x8 construits par Renault Trucks, qui est aujourd'hui la filiale la plus dynamique du groupe sur ce marché. En seulement quelques années, la part des exportations dans les ventes a décollé de 25 % à 50 %. Le contrat comprend également la livraison de 300 trailers et la maintenance des véhicules pendant 5 ans. Cette commande s'inscrit dans la stratégie du groupe visant à s'étendre sur de nouveaux marchés.

Gouvernance budgétaire. Le gouvernement et l'opposition se sont accordés pour une révision de la cible d'excédent budgétaire : la cible de surplus serait réduite de 1 % PIB (sur la durée du cycle) actuellement à 1/3 % PIB, mais serait assortie d'une cible de dette publique au sens de Maastricht à 35 % PIB, avec un mécanisme de correction de la trajectoire budgétaire. La presse fait état de réactions diverses à cet accord, avec d'un côté des craintes pour la crédibilité des finances publiques suédoises, et d'autre part des recommandations en faveur d'un assouplissement plus net de la cible budgétaire, dans un contexte de besoin massif d'investissement public. Le projet de loi devrait être présenté au plus tard le 1^{er} octobre 2016 et la nouvelle cible budgétaire entrerait en vigueur à partir de 2019, l'année suivant les élections générales de 2018.

Brexit. Lors de la conférence de presse du 24 juin, Magdalena Andersson a fait référence à trois modèles possibles futurs pour les relations UE-Royaume-Uni : le « modèle norvégien », avec une articulation qui serait à redéfinir entre l'UE et une AELE renforcée par l'arrivée du Royaume-Uni, le « modèle canadien » (c'est-à-dire la signature d'un accord de libre-échange complet et approfondi entre l'UE et le Royaume-Uni sur le modèle de l'accord UE-Canada du CETA) ou, par défaut, le « modèle OMC » (pas de relations commerciales privilégiées UE- Royaume-Uni en-dehors des stipulations générales de l'OMC). Lors d'une rencontre le 27 juin après-midi avec une délégation d'une cinquantaine d'entreprises suédoises les plus exposées au Royaume-Uni, la Ministre des finances et la Ministre des affaires européennes, Ann Linde, ont confirmé leur souhait d'avancer rapidement sur le volet commercial et appelé à la « conclusion d'un nouvel accord de commerce avec le Royaume-Uni qui fonctionne », tout en insistant sur la nécessité de ne pas laisser le Royaume-Uni faire du cherrypicking et, en particulier, de ne pas le laisser « suivre les règles qu'[ils] souhaitent tout en leur donnant accès au marché intérieur ». Pour mémoire, le Royaume-Uni est le 4^{ème} pays de destination des exportations suédoises (le 2^{ème} en UE après l'Allemagne), et représente environ 7% des exportations de la Suède avec 85 MdsSEK (soit un peu moins de 10 Mds€), et près de 1.000 entreprises suédoises sont implantées au Royaume-Uni (Skanska, SCA, AstraZeneca, Volvo, Stora Enso, H&M étant les plus exposées selon la presse, avec 10% environ de leur CA réalisé au Royaume-Uni).


1. Prévisions de croissance pour les pays nordiques


Source : Commission Européenne, prévisions de printemps (Mai 2016)

	Danemark		Finlande		Norvège		Suède		Islande	
PIB	2016	2017	2016	2017	2016	2017	2016	2017	2016	2017
Gouvernement	1,1	1,7	1,4	1,0	1,2	1,6	3,8	2,2	-	-
Banque centrale	1,0	1,6	1,1	1,1	1,0	1,7	3,6	2,2	4,5	4,0
Institut stat./conj****.	1,1	2,3	0,9	1,2	1,7	2,1	3,6	2,1	4,0	3,1
Commission*	1,2	1,9	0,7	0,7	1,2	1,7	3,4	2,9	3,5	3,3
FMI**	1,6	1,8	0,9	1,1	1,0	1,5	3,7	2,8	3,7	3,0
OCDE***	1,0	1,8	1,0	1,2	0,6	1,3	3,4	2,8	4,4	3,5
SEB	1,5	2,2	0,7	1,1	1,2	1,5	4,0	2,8	-	-
Nordea	1,7	1,9	0,5	0,7	1,9	1,4	4,0	2,0	-	-
Danske Bank	0,7	1,0	0,8	0,5	1,2	2,2	3,3	1,7	-	-

Source :

* Prévisions de printemps (mai 2016)

** World Economic Outlook (avril 2016) ou rapports pays

*** Perspectives économiques (mai 2016)

**** Suède : Konjunkturinstitutet (KI), Danemark : Conseil des Sages, Norvège : SSB, Finlande : ETLA, Islande : Statistis

Code couleur des mises à jour :

En gras : mise à jour sans changement

En rouge : dégradation

En vert : amélioration



2. Autres indicateurs macroéconomiques

	Danemark		Finlande		Norvège		Suède		Islande	
	2016	2017	2016	2017	2016	2017	2016	2017	2016	2017
Déficit										
Gouvernement	-2,0	-1,8	-2,4	-2,4	6,6	-	-0,4	-0,7	-	-
Commission*	-2,5	-1,9	-2,5	-2,3	6,1	5,2	-0,4	-0,7	0,5	0,5
FMI**	-2,8	-2,0	-2,8	-2,6	5,4	5,1	-0,9	-0,8	14,4	-0,5
OCDE***	-2,5	-2,1	-2,4	-1,6	3,2	3,1	0,2	0,1	0,3	0,5

NB : déficit hors pétrole pour la prévision gouvernementale de la Norvège (en % du PIB continental)

	Danemark		Finlande		Norvège		Suède		Islande	
	2016	2017	2016	2017	2016	2017	2016	2017	2016	2017
Dette										
Gouvernement	39,1	38,8	64,6	66,4	-	-	42,5	41,1	-	-
Commission*	38,7	39,1	65,2	66,9	30,6	34,2	41,3	40,1	57,0	53,0
FMI**	47,4	47,7	64,3	66,2	27,9	27,9	42,6	41,9	56,1	52,6

NB : dette brute de l'Etat central pour la prévision du gouvernement islandais

	Danemark		Finlande		Norvège		Suède		Islande	
	2016	2017	2016	2017	2016	2017	2016	2017	2016	2017
Autres										
inflation (IPCH)*	0,6	1,5	0,0	1,3	3,0	2,5	0,9	1,2	1,8	2,7
cons. privée*	1,5	1,7	0,7	0,5	1,1	1,4	2,8	2,9	4,5	4,0
chômage (BIT)*	5,9	5,6	9,4	9,3	4,4	4,7	6,8	6,3	4,0	3,8

Source :

* *Prévisions de printemps* (mai 2016)

** *World Economic Outlook* (avril 2016) ou rapports pays

*** *Perspectives économiques* (mai 2016)

**** Suède : *Konjunkturinstitutet (KI)*, Danemark : *Conseil des Sages*, Norvège : *SSB*, Finlande : *ETLA*, Islande : *Statis*

Code couleur des mises à jour :

En gras : mise à jour sans changement

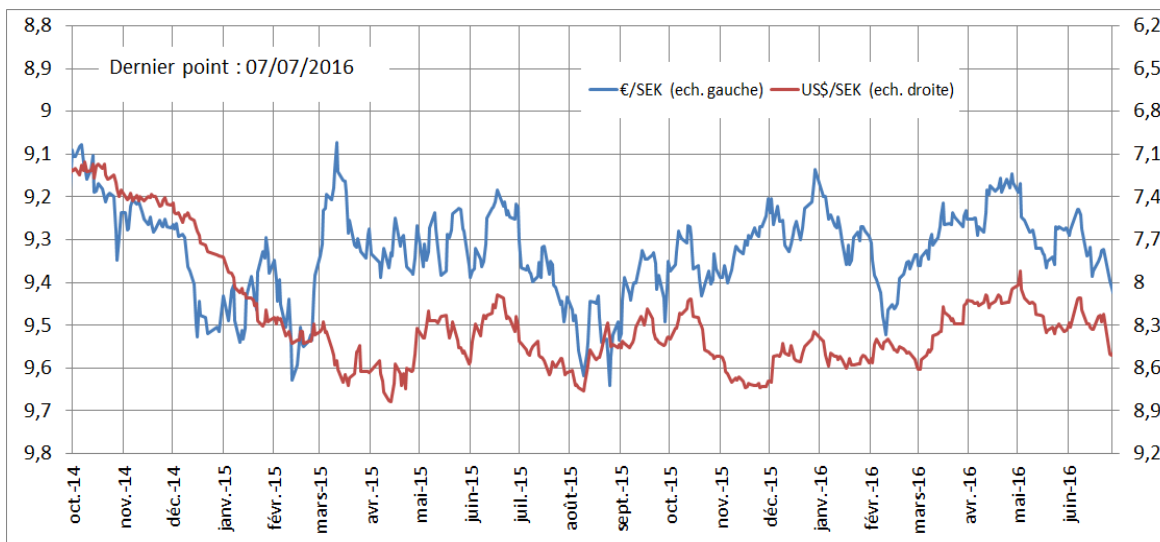
En rouge : dégradation

En vert : amélioration

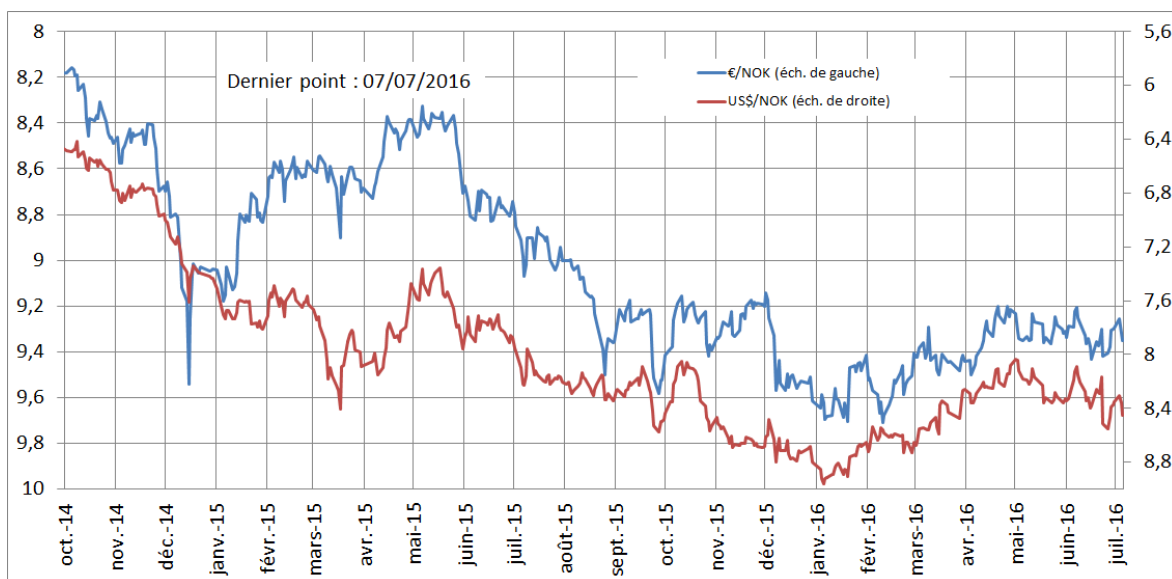


3. Evolution historique des taux de change

Couronne suédoise



Couronne norvégienne



Copyright

Tous droits de reproduction réservés, sauf autorisation expresse du Service Économique (adresser les demandes à pierre-alexandre.miquel@dgtrésor.gouv.fr).

Clause de non-responsabilité

Le Service Économique s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.

Directeur de la publication : Pierre-Alexandre Miquel (Chef du SER)

Revu par : Olivier Redoulès (Conseiller financier)

Service Économique Régional (SER) de Stockholm

Ambassade de France en Suède

Adresse : Storgatan 11 // 114 44 Stockholm

Avec les contributions des Services Économiques de Copenhague (Clothilde Bauduin, Simone Le Ray, Michel Lallemand, Philippe Martinez), Helsinki (Nadine Mouy, Alexis Stevenson), Oslo (Christian Fatras, Adrien Labaune), et du Service Économique Régional de Stockholm (Frédéric Lemaitre, Thomas Charrier, Olivier Redoulès).